ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 4 juillet 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", amendé par le Vice-Premier Ministre le 16 juillet 1991, a donné le 19 août 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 juli 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie", op 16 juli 1991 door de Vice-Eerste Minister geamendeerd, heeft op 19 augustus 1991 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A la fin de l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "modifiée par les lois du 29 juillet 1934, du 4 mai 1936, du 6 juillet 1978 et du 30 janvier 1991;".

Il y a lieu par ailleurs de viser également au préambule la loi du 30 janvier 1991, celle-ci contenant des dispositions transitoires et autonomes que le projet exécute (voir les articles 32 et 33 de celui-ci).

Il convient donc d'ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu la loi du 30 janvier 1991 modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment l'article 24 et l'article 25 modifié par la loi du 20 juillet 1991;".

DISPOSITIF.

Article 2.

1. Si l'on rapproche le texte de l'article, particulièrement son alinéa 2, de l'annexe nE 1, on constate que les documents que le demandeur devra fournir pour établir son identification et son activité ne sont pas précisés.

Ce manque de précision forme contraste avec les exigences posées par l'article 9 dans le domaine, il est vrai,

des autorisations de détention des armes à feu de défense ou de guerre. Une précision plus grande semblerait d'autant plus utile qu'à défaut l'incertitude régnerait sur le moment auquel le délai de quatre mois prévu à l'article 3 commencerait à courir.

2. A l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "conforme au modèle figurant à l'annexe 1", qui est la formule usuelle.

Les références aux annexes du projet figurant dans d'autres dispositions du projet doivent donc être adaptées en conséquence.

En outre, les annexes intitulées "Modèle A", "Modèle B", "Modèle C" et "Modèle D" doivent s'intituler respectivement annexes 10, 11, 12 et 13.

Article 3.

1. Si l'on peut comprendre que le gouverneur dispose d'un délai de quatre mois pour statuer dans les cas prévus à l'article 1er, § 2, de la loi, car il ne saura pas forcément tout de suite s'il se trouve bien en présence d'un de ces cas, en revanche, le délai qui lui est accordé dans l'hypothèse prévue au paragraphe 3 ne semble pas correspondre aux termes mêmes de cette disposition :

> "§ 3. Le gouverneur rejette immédiatement les demandes introduites par les personnes physiques âgées de moins de 18 ans".

Il est donc proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Sauf dans le cas prévu à l'article 1er, § 3, de la loi, le gouverneur statue dans les quatre mois de la réception de la demande d'agrément. Dans tous les cas, il notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception".

2. A l'alinéa 2, il faut écrire : "Une copie de la décision ..." et non pas "Une copie de la notification ...".

Article 4.

A l'alinéa 1er, il y a une discordance entre le texte français et texte néerlandais, le premier utilisant le terme "ministre" et le second le terme "Ministerie".

La même observation vaut pour les articles 9, § 1er, 2E, et § 2, 2E, 15, alinéa 1er, 2E, et 31, alinéas 1er et 2.

Article 5.

A l'alinéa 3 du texte français, les mots "qui suivent", qui n'ont d'ailleurs pas d'équivalent dans le texte néerlandais, devraient être omis, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque quant à la mesure qui détermine le point de départ du délai.

Article 8.

A la fin de la première phrase, les mots "qui a délivré l'agrément" doivent être omis car, sur recours, l'agrément a pu être délivré par le Ministre.

Pour ce qui est de la deuxième phrase, on peut se demander si le renvoi du certificat ne devrait pas être obligatoire dans tous le cas.

La disposition serait par conséquent mieux rédigée comme suit :

"En cas de cessation ..., le titulaire en informe le gouverneur dans les huit jours et lui renvoie le certificat".

Article 9.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 2E, les mots "administration de la Sûreté publique" devraient être omis, d'une part, parce que cette précision relève de l'organisation interne des services et n'a pas à figurer dans un arrêté réglementaire, d'autre part, parce qu'un recours dont l'envoi recommandé ne porterait pas cette précision ne devrait raisonnablement pas être considéré comme non recevable.

L'observation vaut pour le paragraphe 2, 2E, et pour l'article 15, alinéa 1er, 2E.

2. Le recours visé au paragraphe 1er, alinéa 2, est introduit par lettre recommandée. A la différence de ce que porte l'article 4, alinéa 2, il ne s'agit pas d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La raison de cette discordance n'apparaît pas. On peut d'ailleurs se demander si l'accusé de réception est bien nécessaire lorsque la lettre recommandée est adressée au gouverneur.

On observera que l'alinéa 2 ne fixe aucun délai dans lequel le recours doit être introduit.

3. Au paragraphe 2, 2E, dans le texte français, il faut insérer le mot "au" avant les mots "ministre de la Justice".

4. Au paragraphe 3, 1E, il faudrait écrire "la raison ou la dénomination sociale".

On peut se demander pourquoi, dans le même 1E, le texte vise le "président", sans autre précision, alors qu'à l'article 11, 1E, il n'en est plus question. Si la mention du président était maintenue, elle devrait être précisée.

5. Au paragraphe 3, 5E, il serait préférable d'écrire "les motifs de la demande".

La même observation vaut pour l'article 15, alinéa 2, 4E, et pour l'article 19, alinéa 2, 3E.

Article 10.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Les autorisations sont inscrites dans un carnet à souches conforme au modèle figurant à l'annexe 3, dont chaque feuillet comprend trois parties :".

Article 11.

L'alinéa 1er s'opposant à l'alinéa 2 plus encore qu'à l'article 12, mieux vaudrait écrire au début de cet alinéa : "Lorsque l'arme est acquise en Belgique ...".

Article 13.

Dans l'alinéa 2 du texte français, il serait plus correct d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "ou la brigade de gendarmerie de son domicile".

Article 14.

A l'alinéa 2, il serait plus précis d'écrire : "... conformément aux dispositions de chapitre II".

Article 16.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le permis de port d'arme de défense est conforme au modèle figurant à l'annexe 4".

Article 17.

1. A l'alinéa 2, 1E, il faut écrire en français "à certaines personnes" au lieu de "à certains particuliers", car "particulier" a dans cette langue un sens péjoratif.

Le texte néerlandais du même alinéa, 1E, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2, 2E, serait mieux rédigée comme suit :

"2Equi porte cette arme sur le trajet entre son domicile et sa résidence ou entre un de ces lieux et un stand de tir ou le lieu des activités d'une personne agréée, et

qui transporte cette arme ... (la suite comme au projet)".

3. A l'alinéa 3, il vaudrait mieux écrire dans le texte français :

"Dans les cas visés à l'alinéa 2, 1E et 2E, le titulaire ...".

Article 18.

1. Dans le texte français, le 2E est rédigé en des termes équivoques. Mieux vaudrait écrire :

"2Ele propriétaire de l'arme peut mandater à cette fin une personne agréée en lui remettant une procuration et une photocopie de sa carte d'identité".

Le même type de rédaction devrait être adopté pour l'article 33, alinéa 3.

2. Au 4E, il faut écrire "conforme au modèle figurant à l'annexe 5".

En outre, il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération ou une subdivision par une phrase incidente. Dès lors, le point doit être remplacé par un point-virgule suivi d'une minuscule.

Chapitre VIII.

Conformément à la loi, le chapitre VIII devrait s'intituler, en français : "Des mesures destinées à la constatation des ventes et cessions des armes à feu et des munitions".

Article 23.

A l'alinéa 1er, 4E, a, il faut écrire dans le texte français :

"a)les pièces détachées qui sont soumises à l'épreuve légale et qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;".

A l'alinéa 2, première phrase, mieux vaudrait écrire :

"Les pages de ces registres sont numérotées".

A l'alinéa 3, dans le texte français, le mot "visés" doit s'écrire au singulier.

Article 24.

On ne comprend pas pourquoi l'auteur du texte n'a pas voulu viser l'exportation directe à une personne physique ou morale.

Le Roi demeurerait en deçà de l'exécution de la loi (article 25) en limitant la portée de l'article 24, alinéa 1er, aux exportations "à un particulier".

Il conviendrait de rendre la règle applicable aux exportations à une personne physique ou morale.

La même observation vaut pour l'alinéa 3 et pour l'article 25.

Il vaudrait mieux écrire : "à destination d'une personne physique ou morale".

Article 25.

1. Si l'on se réfère à l'annexe 8, il ne semble pas que la cession visée au paragraphe 1er, alinéa 1er, puisse être faite à des personnes morales. Les mots "des particuliers" prêtent à cet égard à équivoque, alors surtout qu'apparemment ils ont un autre sens à l'article 24.

Le texte devrait être rendu plus précis en visant, par exemple, "des personnes physiques".

2. Au paragraphe 2, l'arrêté royal du 14 juin 1933 doit être cité avec son intitulé, à savoir : "pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions".

3. Au paragraphe 3, il faut écrire : "Les formulaires des avis de cession sont ...".

Pour le surplus, le paragraphe 3 prévoit que les avis de cession sont disponibles "auprès des services de police et de gendarmerie", tandis que les paragraphes 1er et 2 disposent que ces avis doivent être remis à la police communale du domicile de l'acquéreur.

D'autres dispositions de l'arrêté en projet prévoient que des formalités peuvent être accomplies, indifféremment, auprès des services de police et de gendarmerie ou, à défaut de police communale, chez le commandant de brigade de gendarmerie du domicile (article 33, alinéa 2).

Mieux vaudrait harmoniser ces différentes prescriptions et prévoir que, dans chaque cas, il pourra être recouru, valablement, à l'une ou à l'autre de ces autorités.

Article 29.

L'article devrait être subdivisé en plusieurs alinéas selon la structure suivante :

"Le registre visé à l'article 28 ne contient que les informations relatives aux documents suivants :

1E ... (comme au 1E, a);

2E ... (comme au 1E, b);

3E ... (comme au 1E, c);

4E ... (comme au 1E, d);

5E ... (comme au 2E, a);

6E ... (comme au 2E, b);

7E ... (comme au 3E, alinéa 1er);

8E... (comme au 4E, sauf à omettre les mots "modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1989").

Pour l'application de l'alinéa 1er, 1E à 4E, sont seuls mentionnés ... (comme au 1E, alinéa 2).

Pour l'application de l'alinéa 1er, 5E et 6E, sont seuls mentionnés ... (comme au 2E, alinéa 2).

Pour l'application de l'alinéa 1er, 7E, sont seuls mentionnés ... (comme au 3E, alinéa 2)".

Chapitre X.

Le chapitre X devrait être logiquement divisé en deux.

Le premier chapitre contiendrait l'article 31 et l'autre, qui devrait s'intituler "Chapitre XI. - Dispositions finales" comporterait les articles 32 à 38.

Article 31.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32.

1. Tel que l'alinéa 1er est rédigé, le délai total pourrait atteindre deux ans, dans le cas d'une demande d'agrément introduite à la fin de l'année suivant l'entrée en vigueur de la loi, au lieu des quatre mois prévus par l'article 3 de l'arrêté.

On peut se demander si telle est bien l'intention de l'auteur du projet.

2. Compte tenu de l'article 1er du projet, la date et l'intitulé de la loi d'habilitation visée à l'alinéa 1er ne doivent pas être mentionnés.

3. Aux alinéas 2 et 5, le mot "même" doit être omis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33.

L'alinéa 5 trouverait mieux sa place dans l'arrêté relatif aux droits et aux redevances qui, selon les indications fournies au Conseil d'Etat, est en préparation.

Article 36.

1. Le fixant vigueur que constitue l'alinéa 1er doit être dissocié du reste de l'article et se placer juste avant l'exécutoire.

2. A l'alinéa 3, il convient d'omettre la mention de l'intitulé, déjà cité, de l'arrêté royal du 14 juin 1933 ainsi que celle des modifications apportées à cet arrêté.

Article 37.

L'abrogatoire doit se placer au début des dispositions finales, avant les dispositions transitoires qui constituent une dérogation à l'abrogation complète de l'arrêté royal du 14 juin 1933.

ANNEXES.

a) Comme il a été indiqué ci-avant, pour éviter toute équivoque sur la valeur normative des annexes et

conformément à l'usage, leurs intitulés devraient être rédigés selon l'exemple suivant :

"Annexe nE 1 :

Formule de demande d'agrément en matière d'armes et de munitions" (1).

Il en résulte que, dans le dispositif, les mots "modèle nE ... ci-annexé" ou "formulaire nE ... ci-annexé" doivent être remplacés, chaque fois, par les mots "modèle figurant en annexe nE ...".

b) Les annexes doivent toutes se terminer par la formule : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ..." et être revêtues des mêmes contreseings que ceux de l'arrêté.

c) En ce qui concerne les signatures de l'an-ne-xe nE 2, la concordance entre les versions française et néerlandaise devrait être assurée. Le mieux serait d'ajouter en note les termes "biffer la mention inutile", comme dans les autres formules. Cette mention devrait être ajoutée également à l'annexe nE 9.

---

(1)Les termes "modèle nE ..." peuvent éventuellement figurer dans le corps de la formule.

d) A l'annexe 3, le mot "léguée" devrait être supprimé parce que son sens est manifestement trop étroit par rapport aux intentions de l'auteur du projet telles qu'elles résultent de l'article 12.

L'adjectif "acquise" suffit à couvrir toutes les hypothèses.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Chaque fois qu'un article de l'arrêté en projet fait référence à un autre article du même arrêté, les mots "du présent arrêté" doivent être supprimés. Ils doivent l'être aussi lorsqu'une annexe de cet arrêté est visée sans équivoque possible.

2. Pour des raisons de concordance générale, il convient d'éviter l'emploi du mot "dispositions" pour qualifier un article désigné par son numéro.

Par exemple, plutôt que d'écrire à l'article 16, alinéa 2 : "Les dispositions de l'article 14, alinéa 1er, lui sont applicables", on doit écrire plus simplement : "L'article 14, alinéa 1er, lui est applicable".

AANHEF.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978 en 30 januari 1991;".

Bovendien moet in de aanhef eveneens melding worden gemaakt van de wet van 30 januari 1991, aangezien die overgangsbepalingen en zelfstandige bepalingen bevat die door het ontwerp worden uitgevoerd (zie de artikelen 32 en 33 van het ontwerp).

Er dient dus een nieuw lid te worden toegevoegd, luidende :

"Gelet op de wet van 30 januari 1991 tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 24 en op artikel 25, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

1. Als men de tekst van het artikel, vooral het tweede lid, vergelijkt met bijlage 1, stelt men vast dat niet is vermeld welke stukken de aanvrager moet overleggen om zijn identiteit en zijn activiteit te bewijzen.

Dat gebrek aan duidelijkheid staat in contrast met de vereisten die in artikel 9 worden gesteld, zij het dan op

het gebied van de vergunningen tot het voorhanden hebben van een verweervuurwapen of een oorlogsvuurwapen. Een grotere duidelijkheid zou des te nuttiger zijn omdat anders onzekerheid zou bestaan over het tijdstip waarop de in artikel 3 bepaalde termijn van vier maanden ingaat.

2. In het eerste lid schrijve men : "opgemaakt overeenkomstig het model in bijlage 1", wat de gebruikelijke formule is.

De verwijzingen naar de bijlagen van het ontwerp die in andere bepalingen van het ontwerp staan, moeten dus dienovereenkomstig worden aangepast.

Bovendien moeten de bijlagen met het opschrift "Model A", "Model B", "Model C" en "Model D" respectievelijk de bijlagen 10, 11, 12 en 13 heten.

Artikel 3.

1. Het is weliswaar begrijpelijk dat de gouverneur over een termijn van vier maanden beschikt om uitspraak te doen in de gevallen bepaald in artikel 1, § 2, van de wet, omdat hij niet noodzakelijk onmiddellijk weet of hij wel te maken heeft met een van die gevallen, maar de termijn die hem wordt verleend in het in paragraaf 3 bepaalde geval is blijkbaar niet in overeenstemming met de bewoordingen zelf van die bepaling :

"§ 3. De gouverneur wijst onmiddellijk de aanvragen af die werden ingediend door natuurlijke personen, jonger dan 18 jaar".

Voorgesteld wordt dan ook het eerste lid te redigeren als volgt :

"Behalve in het geval bepaald in artikel 1, § 3, van de wet, doet de gouverneur uitspraak binnen vier maanden na de ontvangst van de aanvraag tot erkenning. In elk geval geeft hij van zijn beslissing kennis bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs".

2. In het tweede lid schrijve men : "Een afschrift van de beslissing ..." en niet : "Een afschrift van de kennisgeving ...".

Artikel 4.

In het eerste lid is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst en de Franse tekst, doordat in de eerste sprake is van het "Ministerie", terwijl in de tweede wordt gewerkt met de term "minister".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, § 1, 2E, en § 2, 2E, 15, eerste lid, 2E, en 31, eerste en tweede lid.

Artikel 5.

In het derde lid van de Franse tekst moeten de woorden "qui suivent", waar in de Nederlandse tekst trouwens niets tegenover staat, vervallen zodat er geen onduidelijkheid bestaat over de wijze waarop het uitgangspunt van de termijn moet worden vastgesteld.

Artikel 8.

Aan het slot van de eerste zin moeten de woorden "die de erkenning heeft verleend" vervallen, want het is mogelijk dat de erkenning, naar aanleiding van een beroep, door de Minister is verleend.

In verband met de tweede zin kan men zich afvragen of het niet in alle gevallen verplicht zou moeten zijn het getuigschrift terug te zenden.

De bepaling zou dan ook beter geredigeerd zijn als volgt :

"Bij beëindiging ..., geeft de houder daarvan binnen acht dagen kennis aan de gouverneur en zendt hij hem het getuigschrift terug".

Artikel 9.

1. In paragraaf 1, eerste lid, 2E, moeten de woorden "Bestuur Openbare veiligheid" vervallen, enerzijds omdat die nadere bepaling te maken heeft met de interne organisatie van de diensten en niet in een verordeningsbesluit hoort te staan, anderzijds omdat een beroep ingesteld met een aangetekende brief zonder die nadere bepaling, redelijkerwijze niet als niet ontvankelijk zou mogen worden beschouwd.

De opmerking geldt voor paragraaf 2, 2E, en voor artikel 15, eerste lid, 2E.

2. Het in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde beroep wordt ingesteld bij aangetekend schrijven. In tegenstelling met wat artikel 4, tweede lid, bepaalt, is het geen aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. De reden voor dat gebrek aan overeenstemming is niet duidelijk. Het is trouwens de vraag of het ontvangstbewijs wel nodig is als de aangetekende brief aan de gouverneur wordt gericht.

Er zij opgemerkt dat het tweede lid geen termijn bepaalt waarin het beroep moet worden ingesteld.

3. In de Franse tekst van paragraaf 2, 2E, moet het woord "au" worden ingevoegd vo,'o,'r de woorden "ministre de la Justice".

4. In paragraaf 3, 1E, schrijve men : "de firma of de naam van de vennootschap".

Men kan zich afvragen waarom in diezelfde bepaling onder 1E de tekst melding maakt van de "voorzitter", zonder enige nadere bepaling, terwijl er in artikel 11, 1E, geen sprake meer van is. Als de vermelding van de voorzitter behouden blijft, moet ze worden verduidelijkt.

5. In paragraaf 3, 5E, zou het beter zijn te schrijven "de redenen voor de aanvraag".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15, tweede lid, 4E, en voor artikel 19, tweede lid, 3E.

Artikel 10.

De inleidende volzin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De vergunningen worden ingeschreven in een soucheboekje overeenkomstig het model in bijlage 3, waarvan elk blad uit drie delen bestaat :".

Artikel 11.

Aangezien het eerste lid nog meer tegenover het tweede lid dan tegenover artikel 12 staat, zou het beter zijn aan het begin van dat lid te schrijven : "Wanneer het wapen in België wordt aangekocht ...".

Artikel 13.

In de Franse tekst van het tweede lid zou het juister zijn zoals in de Nederlandse tekst te schrijven : "ou la brigade de gendarmerie de son domicile".

Artikel 14.

In het tweede lid zou het duidelijker zijn te schrijven : "... overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II ...".

Artikel 16.

Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De vergunning tot het dragen van een verweerwapen wordt opgemaakt overeenkomstig het model in bijlage 4".

Artikel 17.

1. In het tweede lid, 1E, dient in de Franse tekst "à certaines personnes" te worden geschreven in plaats van "à certains particuliers", want "particulier" heeft in die taal een pejoratieve betekenis.

In hetzelfde lid, 1E, dienen in de Nederlandse tekst de woorden "uitbater" en "uitbating" te worden vervangen door respectievelijk "exploitant" en "exploitatie".

2. Het zou beter zijn het tweede lid, 2E, als volgt te redigeren :

"2Edie dat wapen draagt op het traject tussen zijn woonplaats en zijn verblijfplaats of tussen één van die plaatsen en een schietbaan of de plaats waar de activiteiten van een erkend persoon plaatsvinden en die het wapen ongeladen en ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. In het derde lid van de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "Dans les cas visés à l'alinéa 2, 1E et 2E, le titulaire ...".

Artikel 18.

1. In de Franse tekst is 2E dubbelzinnig gesteld. Het zou beter zijn de tekst te stellen zoals wordt aangegeven in de Franse tekst van dit advies.

De Nederlandse tekst zou beter aldus luiden :

"2Ede eigenaar van het wapen kan daartoe een erkend persoon opdracht geven door deze een volmacht en een fotocopie van zijn identiteitskaart af te geven;".

Met een soortgelijke formulering zou gewerkt moeten worden in artikel 33, derde lid.

2. In 4E dient te worden geschreven : "overeenkomstig het model in bijlage 5".

Daarbij komt nog dat het niet gebruikelijk is een opsomming of een onderverdeling te onderbreken door een tussenzin. Het punt dient dan ook te worden vervangen door een kommapunt, gevolgd door een kleine letter.

Hoofdstuk VIII.

Conform de wet zou hoofdstuk VIII in het Frans moeten luiden : "Des mesures destinées à la constatation des ventes et cessions des armes à feu et des munitions".

Artikel 23.

In de Franse tekst van het eerste lid, 4E, a, dient te worden geschreven :

"a)les pièces détachées qui sont soumises à l'épreuve légale et qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;".

In de eerste zin van het tweede lid zou het beter zijn te schrijven :

"De bladzijden van die registers worden genummerd".

In het derde lid dient in de Franse tekst het woord "visés" in het enkelvoud te worden geschreven.

Artikel 24.

Men kan zich niet begrijpen waarom de steller van de tekst niet de rechtstreekse uitvoer naar een natuurlijke persoon of een rechtspersoon heeft willen vermelden.

De Koning zou de uitvoering van de wet (artikel 25) niet bereiken als Hij de draagwijdte van artikel 24, eerste lid, beperkt tot de uitvoer "naar een particulier".

Het is zaak om het voorschrift toepasselijk te maken op de uitvoer naar een natuurlijke persoon of een rechtspersoon.

Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid en voor artikel 25.

Het zou beter zijn te schrijven : "naar een natuurlijke persoon of een rechtspersoon".

Artikel 25.

1. Wanneer bijlage 8 als referentiepunt wordt genomen, laat het zich niet aanzien dat de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde overdracht aan rechtspersonen kan worden gedaan. Het woord "particulieren" leidt in dit verband tot dubbelzinnigheid, vooral omdat het woord "particulier" in artikel 24 blijkbaar een andere betekenis heeft.

De tekst zou preciezer moeten worden gemaakt, door bijvoorbeeld "natuurlijke personen" te schrijven.

2. In paragraaf 2 zou het koninklijk besluit van 14 juni 1933 met het opschrift ervan moeten worden vermeld, namelijk : "tot invoering der wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie".

3. In paragraaf 3 dient te worden geschreven : "De formulieren voor de berichten van overdracht zijn ...".

Voor het overige bepaalt paragraaf 3 dat de berichten van overdracht beschikbaar zijn "bij de diensten van politie en rijkswacht", terwijl de paragrafen 1 en 2 voorschrijven dat die berichten dienen te worden bezorgd aan de gemeentepolitie van de woonplaats van de verkrijger.

In andere bepalingen van het ontworpen besluit wordt gesteld dat formaliteiten naar keus bij de diensten van politie en rijkswacht kunnen worden vervuld of, bij gebrek aan gemeentepolitie, bij de commandant van de rijkswachtbrigade van de woonplaats (artikel 33, tweede lid).

Het zou beter zijn die verschillende voorschriften onderling in overeenstemming te brengen en te bepalen dat in elk afzonderlijk geval op geldige wijze een beroep kan worden gedaan op de ene of de andere van die overheden.

Artikel 29.

Het artikel zou in verscheidene leden moeten worden ingedeeld volgens de hiernavolgende structuur :

"Het in artikel 28 bedoelde register bevat uitsluitend gegevens die betrekking hebben op de volgende stukken :

1E ... (zoals in 1E, a);
2E ... (zoals in 1E, b);

3E ... (zoals in 1E, c);

4E ... (zoals in 1E, d);

5E ... (zoals in 2E, a);

6E ... (zoals in 2E, b);

7E ... (zoals in 3E, eerste lid);

8E... (zoals in 4E, met dien verstande dat de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1989" dienen te vervallen).

Met het oog op de toepassing van het eerste lid, 1E tot 4E, worden uitsluitend de volgende gegevens vermeld ... (zoals in 1E, tweede lid).

Met het oog op de toepassing van het eerste lid, 5E en 6E, worden uitsluitend de volgende gegevens vermeld ... (zoals in 2E, tweede lid).

Met het oog op de toepassing van het eerste lid, 7E, worden uitsluitend de volgende gegevens vermeld ... (zoals in 3E, tweede lid)".

Hoofdstuk X.

Het ligt in de rede hoofdstuk X in twee te splitsen.

Het eerste hoofdstuk zou artikel 31 omvatten, het andere, dat "Hoofdstuk XI - Slotbepalingen" zou moeten heten, zou de artikelen 32 tot 38 omvatten.

Artikel 31.

Het begin van het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Artikel 31.-
Indien de persoon die verzoekt om een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweerwapen, een vergunning tot het dragen van een verweerwapen, of een vergunning tot het bezitten van een opslagplaats van verweerwapens, een bewakingsonderneming of ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 32.

1. Zoals het eerste lid geredigeerd is, zou de totale termijn twee jaar kunnen bedragen in het geval van een aanvraag tot erkenning die ingediend wordt aan het einde van het jaar na de inwerkingtreding van de wet, in plaats van vier maanden, gelijk wordt voorgeschreven in artikel 3 van het besluit.

De vraag rijst of zulks wel degelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

2. Gelet op artikel 1 van het ontwerp, behoeven de datum en het opschrift van de in het eerste lid aangehaalde machtigingswet niet te worden vermeld.

3. In het tweede en het vijfde lid moet het woord "dezelfde" worden vervangen door het woord "de".

4. Voorts zouden in het derde lid de woorden "beëindiging", "zij" en "haar" vervangen moeten worden door onderscheidenlijk de woorden "afloop", "hij" en "zijn".

Artikel 33.

Het vijfde lid zou beter op zijn plaats zijn in het besluit betreffende de rechten en retributies, dat volgens aan de Raad van State verschafte uitleg voorbereid wordt.

Artikel 36.

1. Het eerste lid, een bepaling waarbij de inwerkingtreding wordt vastgesteld, behoort te worden losgemaakt van de rest van het artikel en dient net voor de uitvoeringsbepaling te worden geplaatst.

2. In het derde lid behoren de vermelding van het reeds geciteerde opschrift van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 alsook de vermelding van de wijzigingen die in dat besluit zijn aangebracht, te vervallen.

Artikel 37.

Voor de opheffingsbepaling dient een plaats te worden ingeruimd aan het begin van de slotbepalingen, vo,'o,'r de overgangsbepalingen die een afwijking vormen van de volledige opheffing van het koninklijk besluit van 14 juni 1933.

BIJLAGEN.

a) Ter voorkoming van enigerlei onduidelijkheid omtrent de normatieve waarde van de bijlagen zouden, gelijk er hiervoren op is gewezen en zoals gebruikelijk is, de opschriften van die bijlagen conform het hiernavolgende voorbeeld moeten worden gesteld :

"Bijlage 1 :
Formulier voor een aanvraag om erkenning inzake wapens en munitie" (2).

Daaruit volgt dat in het bepalend gedeelte de woorden "hierbijgevoegd(e) model nr. ..." (of, zoals het in de Franse tekst staat, "formulaire nE ... ci-annexé") telkens vervangen dienen te worden door de woorden "model in bijlage ...".

b) Aan het slot van elke bijlage dient de volgende formule te staan : "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...". Tevens dienen op de bijlagen dezelfde mede-ondertekeningen voor te komen als op het besluit.

---

(2)De woorden "model nr. ..." kunnen desnoods in het corpus van het formulier staan.

c) Wat de handtekeningen van bijlage 2 betreft, zou gezorgd moeten worden voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie. Het beste zou zijn bij wijze van voetnoot de woorden "schrappen wat niet van toepassing is" toe te voegen, zoals in de andere formulieren. Die vermelding zou eveneens aan bijlage 9 moeten worden toegevoegd.

d) In bijlage 3 zou het woord "vermaakt" moeten vervallen, omdat de betekenis ervan kennelijk te eng is dan dat het beantwoordt aan de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals die blijkt uit artikel 12.

Met het bijvoeglijk gebruikte voltooid deelwoord "verkregen" kan worden volstaan om te voorzien in alle gevallen.

SLOTBEPALINGEN.

1. Telkens als in een artikel van het ontworpen besluit verwezen wordt naar een ander artikel van hetzelfde besluit, behoren de woorden "van dit besluit" te vervallen. Zij dienen ook te vervallen wanneer ondubbelzinnig wordt verwezen naar een bijlage bij dat besluit.

2. Om redenen van algemene samenhang behoort te worden vermeden het woord "bepalingen" te gebruiken ter benoeming van een artikel dat door zijn nummer wordt aangeduid.

Aldus dient bijvoorbeeld in artikel 16, tweede lid, in plaats van : "De bepalingen van artikel 14, eerste lid, zijn op de vergunning van toepassing" eenvoudigweg te worden geschreven : "Artikel 14, eerste lid, is op de vergunning van toepassing".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-F. NEURAY, auditeur adjoint.

La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.